



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL ET SERVICES ASSOCIES

Appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R.2161-2 à R.2161-5
et R 2124-2 1° du code de la commande publique.

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
COMMUN A TOUS LES LOTS***

Date limite de réception des offres : **LUNDI 8 SEPTEMBRE 2025**

Heure limite de réception des offres : **17 h 00**

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 3 - PRIX.....	5
ARTICLE 4 - REGLEMENT - FACTURATION	7
ARTICLE 5 - PENALITES	8
ARTICLE 6 - RESILIATION.....	9
ARTICLE 7 – CESSION	9
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES.....	10
ARTICLE 10 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	10

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturels pour les différents sites de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et aux dispositions du Règlement de consultation (RC) joints.

Le prestataire doit proposer des prix fixes pour le gaz naturel pour la durée du contrat.

Le prestataire doit faire une proposition tarifaire fixes pour l'électricité pour la durée du contrat.

La consistance des prestations et leurs spécifications sont contenues dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au dossier de consultation.

1.2 Conditions d'exécution du marché

Le présent marché est passé avec publicité et mise en concurrence selon la procédure de l'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 et R 2124-2 1° du code de la commande publique.

L'ensemble des présentes dispositions administratives sont applicables à tous les lots du marché.

1.3 Décomposition de la consultation - Allotissement -

Il est prévu **3 lots** constitués de la façon indiquée ci-dessous et comme décrits dans les C.C.T.P. joints au dossier de consultation.

Lots	Intitulé	Prestations de base exigées
Lot n° 1	Fourniture et acheminement d'électricité	Proposition avec prix fixes
Lot n° 2	Fourniture et acheminement de gaz naturel sites Jourdan et Groupe 3iL	Prix fixes
Lot n° 3	Fourniture et acheminement de gaz naturel autres sites	Prix fixes

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

Classification principale CPV : **31682000-0 : approvisionnement en électricité**
09123000-7 : gaz naturel

1.4 Variantes

1-4-1 – Variantes obligatoires à l'initiative de l'Acheteur

Outre son offre de base, le soumissionnaire DEVRA proposer les variantes suivantes :

VARIANTE OBLIGATOIRE 1 commune aux lots 1 et 3

Le soumissionnaire devra proposer des prix sur une durée de **48 mois** (offre de base = 24 mois) pour le **lot 1 électricité** et **pour le lot 3 gaz pour les sites hors hôtel consulaire et Groupe 3iL** (ces derniers restent sur une durée de 12 mois).

Les variantes obligatoires seront notées selon les mêmes critères d'évaluation que l'offre de base. Si le soumissionnaire ne répond pas aux variantes son offre sera automatiquement éliminée.

1-4-2 – Variante facultative à l'initiative du candidat

L'Acheteur permet aux candidats, s'ils le souhaitent, de proposer une variante (**variante facultative énergie verte**) dès lors que le candidat a répondu à l'offre de base et aux variantes obligatoires **exclusivement pour le lot 1 Electricité**.

Le cas échéant :

- la proposition doit être clairement énoncée et chiffrée dans l'acte d'engagement ATTRI 1 Variante facultative et dans le BDP en indiquant sur le document qu'il s'agit de la variante facultative.
- la variante sera notée selon les critères de jugement énoncés à l'article 7 du présent document.

Le candidat doit indiquer la provenance des garanties d'origine.

1.5 – Date d'effet du marché - Durée du marché –

La durée du marché est d'un (1) an à compter du 1^{er} janvier 2026 minuit jusqu'au 31 décembre 2026 minuit pour le LOT 2 Gaz sites hôtel consulaire et Groupe 3iL.

La durée du marché est de deux (2) ans, à compter du 1^{er} janvier 2026 à minuit jusqu'au 31 décembre 2027 à minuit (offre de base) pour les LOTS 1 et 3.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent dossier de consultation des entreprises comprend :

- Le Règlement de Consultation (RC) commun à tous les lots
- Les Actes d'Engagement « offre de base » (ATTRI1) pour chaque lot
- L'Acte d'Engagement "variante obligatoire" (ATTRI1) pour le lot 1 et le lot 3
- L'Acte d'Engagement "variante facultative" (ATTRI1) pour le lot 1 le cas échéant
- Le Bordereaux de prix pour chaque lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), un par lot
- Les formulaires DC1 et DC2
- La notice DUME

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo), sauf dérogations apportées par le présent CCAP (réputé parfaitement connu, ce document n'est pas joint au présent marché).

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Ses dispositions prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'y intégrer.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les prestations, objet du présent marché, devront être conformes :

- aux dispositions et spécifications techniques du CCTP
- aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux, en vigueur le premier jour du mois précédant la date limite de réception des offres
- aux normes françaises ou à des normes internationales existantes dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, transposant les normes européennes, en vigueur pendant la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 3 - PRIX

3.1 – Caractéristique des prix pratiqués

Le présent marché est conclu et exécuté en euros.

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées par application des prix fixés dans le bordereau des prix et valables pour l'ensemble des sites et ceux qui seraient rattachés ultérieurement en cours de marché pour les 3 lots.

Se reporter aux CCTP de chaque lot pour les précisions sur la détermination des prix.

3.2 – Modalités de variations de prix

Lot 1 Electricité :

Les prix suivants, décrits aux articles ci-dessus peuvent varier :

- **Les taxes et contributions.** Toute évolution impactant le taux ou de l'assiette des taxes applicables ou toutes nouvelles taxes ou contributions environnementales s'appliquant obligatoirement sur le prix de vente et/ou de distribution sera répercutée à l'euro l'euro.
- **Les tarifs d'acheminement** et les prix figurant dans le catalogue des prestations des GRD. Toute évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché subséquent impactant ceux-ci sera répercutée à l'euro l'euro.
- **Le coût proportionnel au soutirage physique**, publié par le gestionnaire du réseau de transport (RTE) et validé par la CRE. En cas d'évolution de ce coût, le Titulaire devra répercuter ces évolutions à la hausse comme à la baisse, sur les prix proportionnels en €/MWh à l'euro, sans marge, ni frais. Le prix proportionnel au soutirage physique applicable actuellement est de 0,0 €/MWh, depuis le 1er février 2017.
- **Les coûts résultants des obligations d'économies d'énergies :**
En cas d'évolutions législatives ou réglementaires du mécanisme CEE, les coûts résultants des obligations d'économies d'énergies pourront être modifiés. Dans le cas d'une évolution des coefficients figurant au code de l'énergie, le nouveau coût pourra éventuellement prendre en compte le prix d'achat des CEE complémentaires.
Ces évolutions pourront être appliquées soit selon une formule précisée par le titulaire dans son offre, soit par voie d'avenant.
- **Les prix unitaires résultants des obligations associées au mécanisme de capacité.**

Les prix sont alors révisables :

- En cas d'évolution du coefficient de sécurité ;
- En cas d'évolution du prix de la capacité pour l'année de livraison visée

Dans tous les cas, un nouveau bordereau des prix unitaires est établi par le titulaire, applicable à dater de l'entrée en vigueur du prix révisé.

Lot 2 et 3 Gaz :

Les prix suivants peuvent varier :

- **Les taxes et contributions.** Toute évolution impactant le taux ou de l'assiette des taxes applicables ou toutes nouvelles taxes ou contributions environnementales s'appliquant obligatoirement sur le prix de vente et/ou de distribution peut être répercutée à l'euro l'euro.
- **Les coûts de transport et de distribution**, selon l'ATRT et l'ATRD en vigueur, évoluent habituellement une fois par an, le 1er Avril pour l'ATRT et le 1er juillet pour l'ATRD. La loi n°2017-1839 introduit notamment la composante de compensation stockage qui permet de réguler le revenu des opérateurs de stockage. Cette composante est incluse dans les coûts de transport. Toute évolution réglementaire ou législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché subséquent impactant le tarif d'acheminement du gaz peut être répercutée à l'euro l'euro.
- **Les tarifs des prestations du gestionnaire de réseau**, selon une évolution réglementaire, législative ou résultant d'une délibération de la CRE en cours d'exécution du marché subséquent impactant les prix figurant au catalogue des prestations du gestionnaire de réseau de distribution peut être répercutée à l'euro l'euro.
- **Les coûts résultants des obligations d'économies d'énergies :**
En cas d'évolutions législatives ou réglementaires du mécanisme CEE, les coûts résultants des obligations d'économies d'énergies pourront être modifiés. Dans le cas d'une évolution des coefficients figurant au code de l'énergie, le nouveau coût pourra éventuellement prendre en compte le prix d'achat des CEE complémentaires.
Ces évolutions pourront être appliquées soit selon une formule précisée par le titulaire dans l'AE, soit par voie d'avenant.
- **Le prix de stockage**
Conformément à l'article L. 421-6 du Code de l'énergie issu de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017, après l'échéance d'un cycle d'enchères portant sur l'ensemble des capacités des infrastructures de stockage, si les capacités correspondant aux stocks minimaux n'ont pas été souscrites, les fournisseurs et/ou les opérateurs de stockage peuvent se voir imposer, en dernier recours, de constituer des stocks complémentaires (Filet de sécurité). Dans l'hypothèse où les fournisseurs supporteraient, même partiellement, des coûts liés à l'obligation de dernier recours de stockage, le Titulaire et le pouvoir adjudicateur se rapprocheront pour convenir de la prise en compte des coûts :
 - Dans le cas où ces coûts sont appliqués de manière transparente et justifiée, et que le pouvoir adjudicateur a accès à l'ensemble des éléments associés à la mise en œuvre du dispositif de dernier recours, le Titulaire pourra refacturer ces coûts, après avoir communiqué le détail explicatif et fourni les justificatifs ;

- Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur et le titulaire devront passer par la signature d'un avenant afin de valider la facturation complémentaire. Le Titulaire devra en particulier démontrer que ces coûts correspondent au niveau de stock généré par la consommation du périmètre valorisé au prix prévu par les textes législatifs et réglementaires applicables.

Dans tous les cas, un nouveau bordereau des prix unitaires/un nouveau calcul du coût global est établi par le titulaire, applicable à dater de l'entrée en vigueur du prix révisé.

3.3 – Dispositions sur les prix

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le dossier de consultation, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le bordereau de prix, le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 4 - REGLEMENT - FACTURATION

Les sommes dues seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement.

Les factures seront émises mensuellement.

Elles devront rappeler impérativement la référence du marché et seront **être adressées via la plateforme CHORUS (référence du marché à indiquer – voir pied de page)**

AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE

Service comptabilité
Siret 188 708 010 00023

GROUPE 3iL

Service comptabilité
Siret 397 704 628 00015

CCI FORMATION / CAMPUS CONSULAIRE

Service comptabilité
Siret 188 708 010 00114

SITE JOURDAN + Agence de Bellac

Service Comptabilité
Siret 188 708 010 00015

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera la CCI par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date,

La facture sera libellée en euros. Le règlement des prestations se fera en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 5 - PENALITES***5.1 – Pénalités pour retard***

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

- les pénalités ne sont pas révisables et sont applicables dès le 1^{er} euro,
- le titulaire ne bénéficiera d'aucune exonération.

En cas de retard dans la mise en œuvre de la bascule (y compris des entrées différées), en dehors de toute responsabilité qui incomberait au GRD, entraînant coupure ou retard de facturation, le titulaire s'expose, après relance et expiration d'un délai de 2 jours ouvrés, à une pénalité de 500 € par PDL et par jour de retard ainsi qu'à la prise en charge des frais éventuels inhérents au retard.

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$V * R / 1000$$

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

5.2 – Mesures coercitives

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 6 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 7 – CESSIION

Le présent marché est conclu en considération des compétences et qualifications de l'entreprise qui ne pourra céder tout ou partie dudit marché.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le tribunal administratif est seul compétent pour régler les litiges relatifs au présent marché (cf : article 8.2 du règlement de consultation).

ARTICLE 10 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 5 déroge à l'article 14 du CCAG/ FCS.